WISSENSMANUFAKTUR : institut de recherche en économie et en politique sociale

Le Plan B

Une révolution du système pour un nouvel ordre effectif

Par Andreas Popp et Rico Albrecht

Introduction

Imaginez qu'il existe un impôt sur le patrimoine. Cet impôt sur le patrimoine serait échelonné selon le patrimoine possédé, de telle façon que quelqu'un qui a 2 millions d'euros perçoive plus de revenus issus de cet impôt, que quelqu'un qui n'a qu'un million d'euros. D'autre part, tous ceux qui n'auraient pas de patrimoine devraient payer 10 000 euros d'impôts sur le patrimoine par an.

Nous pensons que quelqu'un qui défendrait publiquement un tel impôt sur le patrimoine n'obtiendrait que peu de soutien de la part de la population, à moins qu'on ne rende cet impôt sur le patrimoine très peu visible et qu'on ne le dissimule dans un mécanisme auquel presque personne ne comprend rien.

C'est précisément à un tel mécanisme que nous sommes soumis depuis longtemps, sauf que nous ne l'appelons pas impôt sur le patrimoine mais système monétaire. Au-delà de toute réflexion sur les politiques en matière d'imposition, cet effet fait précisément partie intégrante de notre système monétaire. Ce dernier génère, en raison de sa structure même, qui a été définie de façon arbitraire à un moment donné, un transfert financier énorme et en augmentation constante, de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches. Ce transfert est une conséquence du système monétaire reposant sur les intérêts et de la façon dont l'argent est créé et mis en circulation.

La part d'intérêts qui se cache dans nos dépenses courantes s'élève aujourd'hui à environ 40%. Cela peut sembler exagéré à première vue, mais, indépendamment de différentes études scientifiques qui ont donné cet ordre de grandeur, chacun peut aussi le comprendre aisément en s'appuyant sur ses propres réflexions. Rien que le loyer mensuel ne se compose quasiment que d'intérêts, mais les impôts et les taxes aussi, comprennent des intérêts. Ils augmentent également tous les prix, puisque chaque acteur de la chaîne de production doit faire entrer ses frais liés aux intérêts dans le prix final, ce qui rend tous les produits plus chers.

Un ménage moyen dépense environ 25 000 euros par an pour ses frais courants et paye ainsi chaque année environ 10 000 euros d'intérêts, dans la mesure où il n'a pas, par ailleurs, de revenu d'intérêts.

Si le ménage dispose d'un placement rentable à hauteur d'environ 500 000 à un million d'euros, alors il touche des revenus du capital lui permettant de couvrir ses dépenses en intérêts sans travailler. Si, à l'inverse, un ménage n'a pas de patrimoine, il doit, tout compte fait, payer des intérêts, même si en fait, il n'est absolument pas endetté.

Plus on se trouve au-dessous du seuil critique de capital, plus on contribue à payer des intérêts, la question de savoir si on a des dettes ou non n'influençant que la hauteur de cette contribution. Cependant, plus on se trouve au-dessus du seuil critique de richesse, plus on touche de revenus d'intérêts sans travailler. Les afflux provenant de ce transfert financier grandissent en fonction du patrimoine possédé, de telle façon que, si l'on possède par exemple un milliard d'euros, on reçoit chaque année l'équivalent de 50 maisons qui doivent être construites par d'autres et qu'on ne peut utiliser.

Le droit à un tel revenu sans contrepartie est garanti par l'appareil d'État dont il relève selon les pays, appareil d'État qui fait adopter les droits et les devoirs du système financier (si besoin de force) contre les habitants du pays. Tout haut fonctionnaire devrait être conscient de cette tâche qu'il accomplit et demander de qui émanent réellement les pouvoirs publics. Émanent-il, conformément à l'article 20, paragraphe 2 de la Grundgesetz[1], du peuple, ou émanent-ils, en contradiction à cet article, des inventeurs de ce système financier ?

Si l'on calcule l'afflux financier total qui est transféré ainsi, chaque année, uniquement en Allemagne, de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, on obtient un ordre de grandeur qui dépasse même le budget de l'État. Si 40 millions de ménages ayant des frais courants moyens de 25 000 euros par an versent chacun 10 000 euros (40% d'intérêts) au système monétaire, alors nous sommes face à un ordre de grandeur de 400 milliards d'euros par an dont il faudrait finir par discuter au lieu de l'accepter comme étant une évidence.

Alors, il apparaît soudain clairement à quel point il serait facile, après l'arrêt de ce système de redistribution, de financer un certain nombre de choses, comme l'abolition de tous les impôts et l'introduction, parallèlement à cela, d'un revenu de base inconditionnel. Grâce à la suppression de l'administration des impôts, tout le monde aurait moins de travail tout en étant plus aisé.

Mais non, ce sujet est tabou, du moins pour les politiciens du système qui sont promus par les magnats de la finance et les propriétaires des médias de masse et qui ont obtenu, de cette façon, le petit poste lucratif qu'ils occupent aujourd'hui et qu'ils reperdraient en moins de temps qu'il ne faut pour prononcer l'expression « *too big to fail* », dans le cas où le système des intérêts deviendrait un sujet de discussion. L'intérêt est « *la vache sacrée* » intouchable que l'on contourne sans arrêt largement dans les médias et la politique, alors que c'est précisément là que se trouve la source de tous les symptômes de la crise du système financier auxquels nous sommes confrontés.

Le système monétaire reposant sur les intérêts est le moteur de la redistribution de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches. Mais ce moteur est en train de se gripper, ce qui nous est généralement présenté comme étant une « *crise économique et financière* ». Mais sommes-nous réellement face à une crise financière ? Il se trouve que la quantité d'argent est plus importante que jamais ! Dès lors, il ne peut vraiment pas être question d'un manque d'argent ! Et on ne perçoit pas

[1] Loi fondamentale de la République Fédérale d'Allemagne *(N.d.l.T. – Toutes les notes sont de la traductrice)*

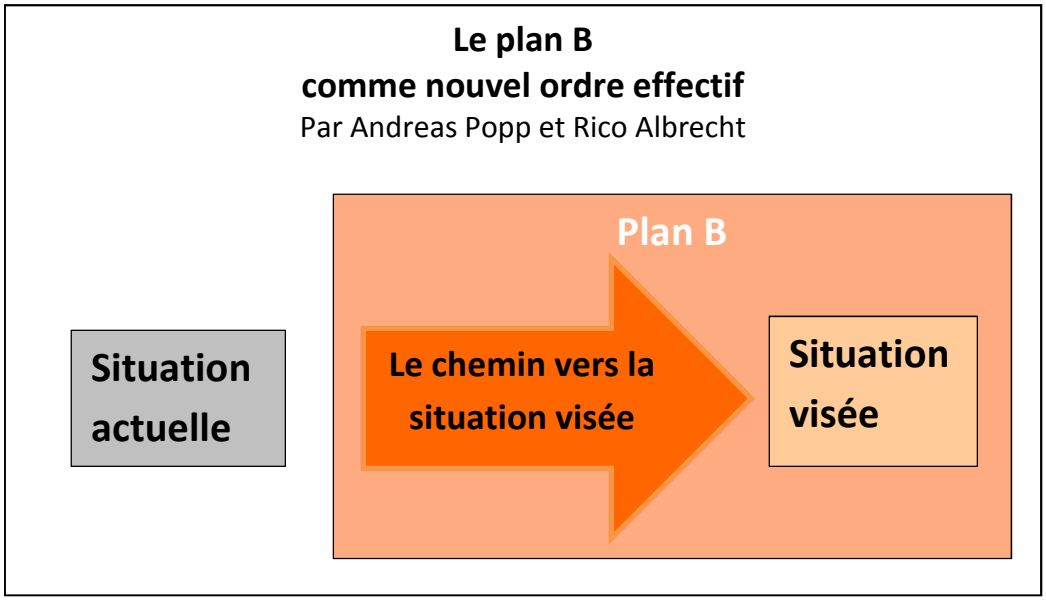
non plus de crise économique car on produit également plus que jamais. L'économie produit des biens et des services en abondance. Entre-temps, il n'y a guère plus d'acheteur pour tous les produits que l'économie produit sans arrêt. Et cela est censé être une crise économique ? Nulle part on n'a fermé d'usine et les magasins sont pleins à craquer. Les véritables crises économiques se manifestent différemment. Certains de nos lecteurs les plus âgés pourraient encore l'avoir vécu.

Il n'existe de crise que dans le système qui entraîne le transfert financier permanent vers le haut. Notre système financier arrive à peine encore à remplir cette fonction car entre-temps, la redistribution a atteint des proportions qui ne peuvent plus être maintenues par des moyens constitutionnels. Or, on resserre toujours plus la corde autour du cou des contribuables et on fait disparaître l'État de droit en passant, pour allonger autant que possible la vie de ce système qui est, de toute façon, mathématiquement condamné à l'échec sur le long terme.

Cependant, tout ceci n'est « *sans alternative* » qu'aux yeux de ceux qui doivent leurs privilèges au fait qu'ils n'amènent jamais la question du système sur la place publique. Les représentants politiques de tous les partis du système ne voient comme seule issue qu'une croissance économique permanente avec laquelle l'augmentation illimitée de l'endettement doit être accompagnée de toujours plus de biens. C'est ce qu'induisent tous les blocs politiques du soi-disant Bundestag[2], sans tenir compte des conséquences que cela a sur nous et sur notre environnement.

Mais imaginons à présent que ce système s'effondre effectivement complètement d'ici peu. Qu'adviendra-t-il alors ? Il est très probable qu'après le nouveau départ, les élites établies reprennent simplement le même système du début, même système qui s'effondrerait de nouveau après deux ou trois générations. Nous nous trouvons donc aujourd'hui à une croisée des chemins historique. Face au crash imminent, nous avons le pouvoir de poser les jalons pour un nouvel ordre effectif.

L'apparence que peut prendre ce nouvel ordre et les voies et les moyens pour y parvenir sont le sujet du Plan B de la Wissensmanufaktur[3].



[2] Parlement allemand
[3] Institut indépendant de recherche en économie et en politique sociale

1. La situation actuelle

Avant d'en venir au plan B proprement dit, qui se compose de la situation visée et du chemin qui y mène, nous aimerions repréciser brièvement la situation actuelle et l'origine des symptômes observés aujourd'hui. Cela est nécessaire, puisqu'en définitive, nous ne pouvons pas construire de nouvel État sans nous inquiéter des réalités, il convient plutôt de tenir compte soigneusement des réalités existantes quand on élabore un plan.

Dans la soi-disant « *collectivité* », c'est-à-dire dans la réalité virtuelle fabriquée par les acteurs des médias et de la politique en publiant une opinion, on s'étonne occasionnellement de certains phénomènes pour lesquels on n'a visiblement pas d'explication, bien qu'on en reconnaisse très bien certains symptômes.

Parmi ces derniers, on retrouve un « *fossé entre les pauvres et les riches* » qui se creuse de plus en plus. Néanmoins, pour être précis, il faudrait décrire cette évolution comme étant une « *redistribution croissante de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches* », car, en définitive, on ne peut rien prendre aux pauvres qui ne travaillent pas. Seuls ceux qui travaillent ont quelque chose de précieux à redistribuer, à savoir le fruit de leur travail.

Ensuite, on reconnait le problème de l'endettement qui augmente toujours plus vite. Mais au lieu de parler des causes, les États du monde doivent accélérer sans arrêt leur croissance économique et faire rentrer toujours plus d'impôts, prétendument pour lutter contre leur endettement. La croissance économique perpétuelle est la seule issue présentée par les acteurs des médias et de la politique qui occultent sans cesse la question fondamentale du système. Ainsi, nous vivons tous dans un délire de croissance aberrant, alors que dans la nature, rien ne peut croître indéfiniment et que notre planète porte déjà clairement, en beaucoup d'endroits, les stigmates de tout ce que nous avons atteint jusqu'ici.

En ce qui concerne l'endettement des États, il s'agit d'un énorme mensonge de la dette. L'Allemagne aurait une dette de 2000 milliards d'euros. Envers qui en fait ? Envers les États-Unis ? Ils ont eux-mêmes, après conversion, une dette de 11000 milliards d'euros. Le Japon aurait, après conversion, une dette de 8000 autres milliards d'euros. Si l'on additionne les dettes de tous les États du monde, on obtient quasiment une « *dette mondiale* » de 32000 milliards d'euros ! Mais auprès de qui la terre entière serait-elle endettée ? C'est au plus tard en additionnant toutes les dettes des États, qu'il devient évident que quelque chose ne va pas dans l'opinion publiée à ce sujet. L'astuce consiste à occulter, jusqu'au bout, le patrimoine en augmentation constante qui est réellement disponible sur Terre, parallèlement à ces dettes d'États. Nous ne laissons donc pas que des dettes aux générations futures, comme aiment à le répéter les acteurs politiques pour nous mettre en garde, mais aussi des valeurs actives.

La cause qui se trouve derrière la redistribution de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, derrière les dettes et les valeurs actives qui augmentent de plus en plus vite et derrière le délire de croissance n'est pourtant jamais évoquée dans l'opinion publiée : le système monétaire reposant sur les intérêts. La raison en est, avant tout, une résultante de la structure du pouvoir en place, au sommet de laquelle se trouve un certain système. À la Wissensmanufaktur, nous avons nommé ce système la danistacratie, ce qui peut être traduit approximativement par « le règne de l'usure ».

Danista (en latin), signifie usure, usurier, prolifération. Ce terme convient à plus d'un titre pour qualifier le système socio-économique existant. Il découle une croissance exponentielle de l'effet des intérêts cumulés qui est intégré dans notre système monétaire. Les dettes et les valeurs actives augmentent (prolifèrent) toujours plus et toujours plus vite. Le système lui-même se comporte comme une tumeur et grossit indéfiniment. Mais à l'intérieur du système aussi, il y a prolifération, notamment sous la forme d'une prolifération d'intérêts. Par prolifération d'intérêts, on n'entend pas uniquement l'usure, mais tout taux d'intérêt supérieur à zéro, aussi bas soit-il, car, d'un point de vue mathématique, le taux d'intérêt détermine uniquement le temps que mettront les phénomènes économiques et éthiquement condamnables à apparaître. De surcroît, cela use aussi les êtres humains, car nous souffrons tous des conséquences de ce système, ce qui peut aussi mener à des tumeurs internes.

La danistacratie se manifeste, d'une part, par l'état d'esprit consistant à aspirer insatiablement à toujours plus de richesse matérielle. Cette aspiration va de pair avec un déclin de la culture, des mœurs et de la moralité, au travers duquel cette évolution s'amplifie elle-même. La danistacratie est incarnée, d'autre part, par un pouvoir monétaire international qui prime sur tous les États et qui fait progresser sans cesse le règne global de l'usure.

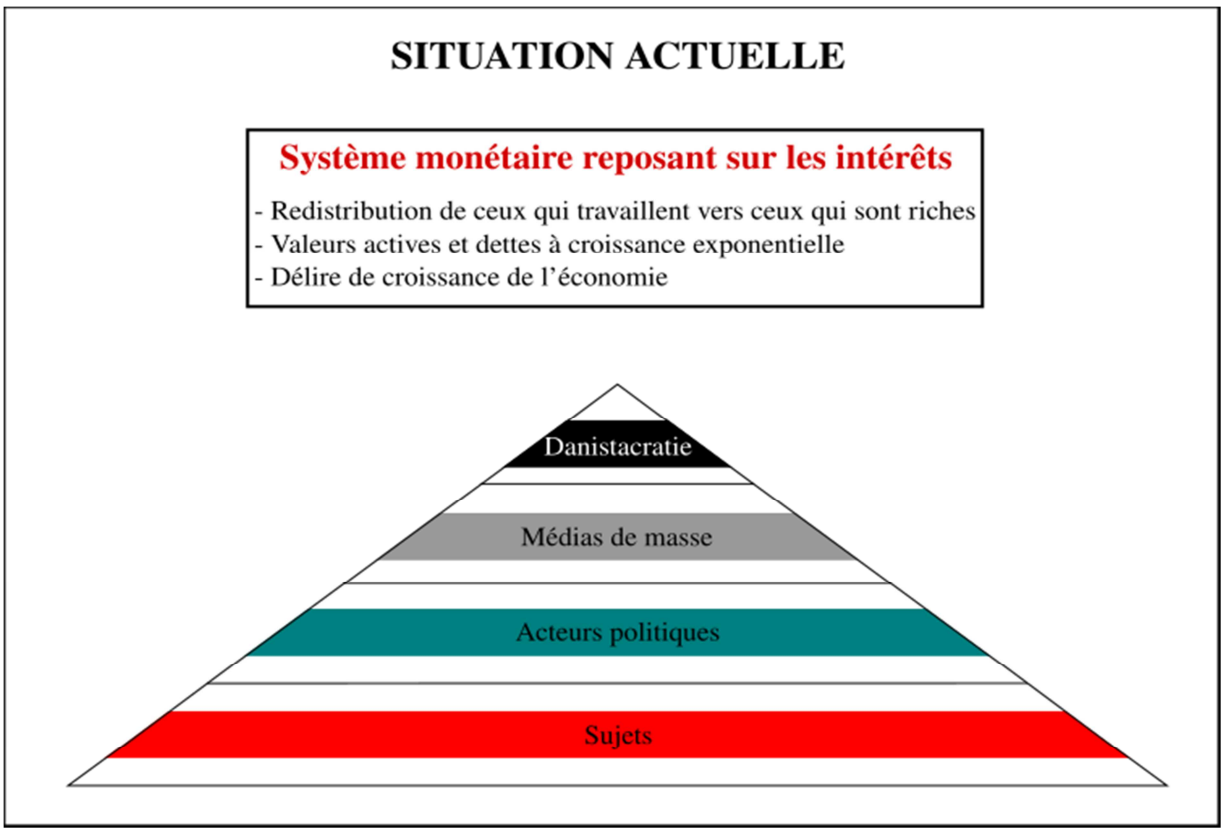
Au sommet de la hiérarchie se trouve donc un système qui règne sur les êtres humains. Dans ce système, il y a certes toute sorte d'intervenants qui jouent (souvent indépendamment de leur volonté) un rôle défini. Cependant, il n'y a pas de souverain identifiable comme cela était le cas jadis, dans la monarchie par exemple. Si l'on veut parler de danistacrates, alors, nous en sommes tous, en tant que petits rouages du système.

Juste en-dessous du sommet de la hiérarchie sont implantés les médias de masse. On n'a pas besoin d'être économiste ou spécialiste en sciences de la communication pour constater que le pouvoir d'interpréter l'histoire et le présent est avant tout une question d'argent. Plus la portée d'un média est grande, plus cela coûte cher. C'est pour cette raison qu'il est évident que l'opinion publiée est entre les mains de ceux qui disposent des milliards nécessaires.

Citation : *« Il n'a jamais existé de presse indépendante dans l'histoire de l'humanité. Je suis payé chaque semaine pour ne pas faire figurer mon opinion réelle dans le journal où je suis employé. Si je publiais mon opinion dans un numéro de mon journal, je perdrais mon emploi dans la journée. Le travail des journalistes consiste à détruire la vérité, à mentir sans ambages, à pervertir, à calomnier, à baiser les pieds de Mammon et à vendre leur pays pour gagner leur pain quotidien. Nous sommes les instruments et les vassaux des hommes riches dans les coulisses. Nous sommes les pantins, ils tirent les ficelles et nous dansons. Nos talents, nos possibilités et nos vies sont la propriété d'autres hommes. Nous sommes des prostituées intellectuelles.* » (John Swinton, 1821-1901, rédacteur en chef du « New York Times », en 1880, lors de la célébration de son départ)

Inutile d'en dire davantage sur la liberté de la presse dans les médias de masse. Depuis cette déclaration, faite il y a 130 ans, il n'y a presque rien qui se soit amélioré. Cela n'amuse généralement pas les acteurs des médias de devoir taire leur opinion réelle et de se faire utiliser pour ce qui est visiblement de la propagande. Mais celui qui doit passer pour un bon élément du système pour l'argent, celui-là n'a souvent pas d'autre choix. Le langage populaire résume très bien la situation : « *Qui paie le bal, mène la danse* ». Ainsi les médias de masse ont surtout la tâche, en tant

qu'instrument du système, de préserver ce dernier et de diriger la couche qui se trouve juste en-dessous.



Dans la couche suivante de la hiérarchie se trouvent les acteurs politiques, cette espèce qui ne devrait pas être divisée en différents partis politiques, mais bien plutôt en deux classes. Les uns sont tellement inoffensifs qu'ils ne verront jamais clair dans le système qu'ils servent, ne pouvant donc pas le mettre en danger. Comme l'expérience le prouve, on peut classer la grande masse des parlementaires dans ce groupe. Elle est occupée, en premier lieu, à cacher à quel point on ne comprend rien, en fait, à ce que l'on fait toute la journée. Dans ces cercles, on aime écouter les voix dirigeantes qui soufflent de « bons » conseils des coulisses. Le deuxième groupe se compose des politiciens d'élite dont on peut supposer qu'ils sont assez avides et rusés pour avoir été sélectionnés. Ceux-là doivent savoir qu'ils n'obtiennent leurs avantages et leurs privilèges que s'ils servent fidèlement le système et s'ils continuent à quémander sagement l'argent nécessaire à leur carrière ainsi que la formation d'une opinion qui leur est favorable.

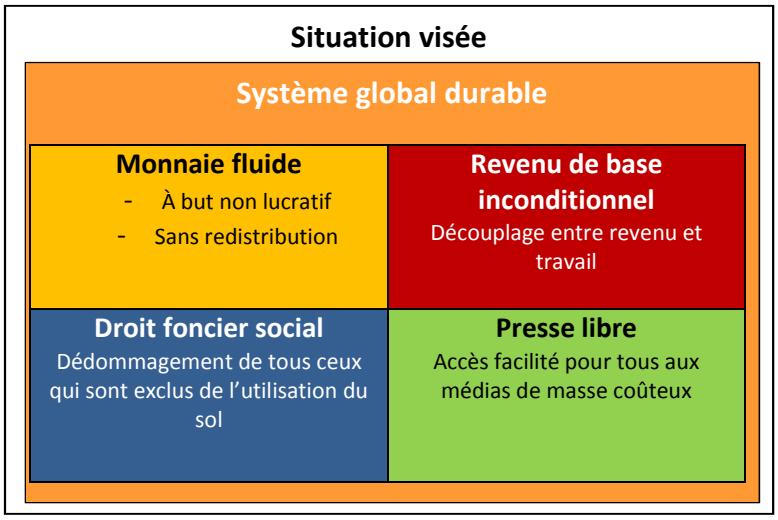
À la Wissensmanufaktur, on nous demande régulièrement pourquoi nous ne fondons pas de parti. La réponse est toute simple. Nous ne voulons pas servir ce système en tant que parti, mais changer le système en soi. Beaucoup de nouveaux partis rêvent de tout ce qu'ils pourraient accomplir et attendent que leurs bonnes idées attirent enfin « l'intérêt public ». Mais la formation de l'opinion publiée est un instrument de pouvoir qui n'est dévolu qu'au maintien du système. Beaucoup de gens bien qui ont essayé d'être entendus en tant que partis politiques ont malheureusement échoué, ou alors, ils ont fini par y voir clair dans le mécanisme qui voue leurs efforts à l'échec et ils ont abandonné. Pour d'autres, cette conclusion douloureuse est encore à venir.

En-dessous de cette couche, on trouve finalement les sujets de ce système, c'est-à-dire nous tous, que nous fassions partie de ceux qui travaillent ou de ceux qui sont riches. D'un point de vue purement matériel, on peut évidemment distinguer les gagnants et les perdants de la danistacratie. Mais ceux que l'on prend généralement pour les gagnants du système, parce qu'on a un regard superficiel et matérialiste, ceux-là ne sont généralement pas heureux non plus, même si une certaine décadence semble le cacher aux regards extérieurs.

2. La situation visée

Quand on veut présenter un nouveau concept global aujourd'hui, on récolte souvent un réflexe d'incompréhension de la part de beaucoup de gens, tous niveaux de formation confondus, même s'ils en profiteraient grandement. Cela est compréhensible en partie, puisqu'à notre « époque où tout va très vite », il n'y a guère personne qui prenne le temps de comprendre complètement des solutions détaillées. Aujourd'hui, on a surtout l'habitude, grâce à notre paysage médiatique, de critiquer vivement tout ce qu'on ne peut pas présenter en deux phrases pour le jeter à la figure de ses interlocuteurs du camp adverse dans un talkshow.

Qui veut comprendre le nouvel ordre effectif a surtout besoin d'une grande imagination car cela nécessite de se libérer tout d'abord des limites des systèmes actuels et du corset dans lequel elles ont éventuellement mis sa pensée. Le nouvel ordre qui est présenté dans ce qui suit se compose de quatre éléments que l'on se représente malheureusement trop souvent en les transposant dans le contexte des conditions générales actuelles. Si on les intègre isolément dans le système économique et financier actuel, on a tout à fait raison de qualifier ces éléments d' « *irréalisables* ». Cependant, celui qui libère ses réflexions de ce genre de limitations et qui maîtrise la pensée systémique, celui-là comprendra qu'une combinaison sensée des différents éléments dans un nouvel ordre effectif est plus que réalisable. Elle nous mènera vers un niveau d'évolution plus élevé de tout notre édifice social, au-delà de la maximisation du profit et du délire de croissance.



Le but du plan B est de définir un système global durable et de réellement l'introduire. Il se compose des éléments suivants : la monnaie fluide, le droit foncier social, le revenu de base inconditionnel et une presse libre.

Le plan B repose sur ces quatre composantes élémentaires qui ne fonctionneraient certes pas en les intégrant isolément dans notre système actuel, mais qui fonctionneraient en synergie dans le cadre d'un nouvel ordre effectif.

Il est évidemment impossible d'expliquer les liens de cause à effet que cela impliquerait en quelques phrases banales à un présentateur de talkshow ou à quelqu'un qui interprète le rôle de chancelière, c'est pourquoi, malgré les demandes, on ne nous voit pas dans ce genre d'émissions. Cela fait partie des pré-requis pour une discussion sérieuse, d'avoir des rapports un tant soit peu constructifs et d'être prêt à réfléchir à des raisonnements étayés. De surcroît, il ne mène à rien non plus, de s'adresser aux « *représentants* » de l'ancien système alors que ceux qui prennent les décisions ne sont pas présents pendant le débat.

Lorsque nous avons publié le terme Plan B, de nombreuses personnes ont réagi en nous demandant quel était en fait le plan A. Le plan A est « *sans issue* » d'après les acteurs politiques actuels et d'après l'opinion publiée qui va avec. Il contient donc tout ce qui se déroule en ce moment et qui va échouer. Cela est mathématiquement certain et découle directement de la compréhension de la fonction exponentielle et de son implantation dans notre système financier. Quiconque sait, non seulement calculer cette fonction en comprenant aussi réellement ses conséquences, mais également reconnaître ce qui en résulte dans ce qu'il observe quotidiennement, sait qu'un système dans lequel est intégrée une fonction exponentielle ne peut en aucun cas fonctionner de façon durable.

D'un point de vue purement technique, le plan A a échoué depuis longtemps. Le prolongement dans lequel nous nous trouvons en ce moment a été opéré au détriment de l'État de droit. Plus cela continuera longtemps, plus il faudra augmenter drastiquement les violations de la loi et les mesures de répression, cela aussi en croissance exponentielle. Le fait de continuer à maintenir le plan A mène forcément, en raison de la nature même du système, à une phase de fascisme qui se manifeste, d'après sa définition, par une oppression commune du peuple par les banques, les groupes industriels, les médias et les politiciens.

Le plan B est l'alternative qui peut entrer en vigueur dès aujourd'hui pour mener de l'ancien système à un nouveau système, de façon pacifique et ordonnée. Ceci dit, il ne pourra entrer en vigueur que lorsque le système actuel aura échoué, après la phase de fascisme. Plus tôt ce changement s'effectuera, plus tôt les conditions de vie de tous ceux qui souffrent du système actuel s'amélioreront énormément. Nous espérons qu'il ne faille pas encore en arriver, d'abord, à ce que la police et l'armée soient obligées de tirer sur d'autres gens, car les conditions requises pour cela ont déjà été créées par le Traité de Lisbonne.

2.1 La monnaie fluide

Maintenant que le mécanisme de redistribution de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, lequel résulte uniquement du système monétaire, au-delà de toute considération sur la politique en

matière d'imposition, est suffisamment bien connu, nous aimerions évidemment vous communiquer aussi la solution pour un ordre financier juste que nous défendons. Nous la nommons « monnaie fluide ». Ce système monétaire est, en premier lieu, dépourvu de but lucratif et de redistribution. Ceci est garanti par le fait qu'il existe, à la place des intérêts, une autre garantie de circulation sous la forme d'une taxe de rétention. Les revenus issus du fonctionnement de ce système vont alors à la collectivité, la déchargent des impôts et permettent, en outre, le paiement d'un revenu de base inconditionnel que nous présenterons de façon plus détaillée dans le chapitre 2.3.

La privatisation du droit de créer la monnaie associée à l'application d'intérêts à toute la quantité d'argent en circulation est la cause centrale de notre situation actuelle. Le privilège incroyable qu'ont des institutions privées, de créer elles-mêmes de l'argent et de pouvoir le prêter avec des intérêts est aboli par la monnaie fluide. Le monopole de la création monétaire est socialisé et la quantité d'argent mis en circulation est libre d'intérêts. Pour cela, une banque centrale sans but lucratif qui est l'obligée du peuple, obtient le monopole de la création monétaire.

Les opposants à ce droit de création monétaire par une institution publique émettent souvent l'objection que cela entraînerait une inflation si les « gouvernements » obtenaient soudain le pouvoir sur la planche à billets, car il est bien connu que l' « État » ne sait pas gérer l'argent. À cela, il faut répliquer : « N'avons-nous pas déjà une inflation aujourd'hui, sous le pouvoir des banques privées ? ». D'ailleurs, il n'est pas question de mettre le monopole de la création monétaire entre les mains de ceux qui sont actifs en tant qu'acteurs politiques aujourd'hui. Pour cette tâche lourde de responsabilités, il faut bien d'autres personnes, non pas des gens qui doivent leur ascension à une sélection négative dans les appareils étatiques, mais de ceux qui, au lieu de cela, y comprennent quelque chose dans ce domaine et qui apportent, de plus, certaines qualités morales que l'on ne peut malheureusement pas trouver chez nos politiciens d'élite, vu le mode de sélection.

C'est donc une condition préalable importante, pour se pencher sur le sujet de la monnaie fluide, de définir les termes employés de façon exacte, afin qu'une utilisation appropriée du vocabulaire empêche toute ambiguïté. Le pouvoir monétaire ne doit pas tomber entre des mains privées mais il ne doit pas non plus être détenu par les gouvernements. Sa seule et unique place est entre les mains du peuple, c'est-à-dire celles du véritable État qui ne doit pas être confondu avec le gouvernement. La Deutsche Bundesbank[4] peut servir de modèle sur ce point, même si elle n'a pas pu agir vraiment librement en raison du statut du dollar comme monnaie de référence. D'ailleurs, il serait faux de prétendre que l'État ne sait pas gérer l'argent sur le fond. La vérité, c'est que les acteurs politiques qui sont désignés dans les conditions actuelles n'ont pas compris le système monétaire, alors que l'État est acculé à l'hyper-endettement avec leur soutien.

Une banque centrale publique sans but lucratif doit clairement défendre les intérêts des personnes dans un État et non plus ceux d'un système bancaire privé privilégié.

Une garantie de circulation fait que l'argent reste constamment en circulation, même sans intérêts. On peut échapper facilement à la taxe de rétention en faisant circuler son argent, c'est-à-dire en le prêtant. La taxe, tout comme un droit de stationnement, n'est exigible que si quelqu'un empêche l'argent de circuler en retirant de grosses sommes de l'économie réelle. Ce passage de l'intérêt à la taxe de rétention est la base primordiale d'un système financier durable, indépendamment même de

[4] Banque fédérale allemande

l'arrangement de divers détails, car elle provoque la libération de la si néfaste fonction exponentielle, laquelle résulte de la création d'argent dette assorti d'intérêts. À partir du moment où les revenus issus du fonctionnement du système reviennent à la collectivité au lieu d'aller à un monopole monétaire privé, il s'ensuit des possibilités de financement de tâches dans l'intérêt collectif qui sont quasiment inimaginables aujourd'hui.

Il est aisé de répondre à la question de savoir qui prêterait encore son argent si cela ne lui rapporte plus d'intérêts. La contrepartie d'un prêt est de récupérer son argent. Il s'agit donc de créer un système bancaire complètement nouveau, qui ne produit plus d'argent, mais qui met le capital disponible à disposition sous forme de crédits, dans le cadre d'une prestation d'un genre nouveau. Les emprunteurs doivent alors prendre en charge tout ou une partie de la taxe de rétention des « propriétaires de l'argent » au lieu de payer des intérêts à taux élevé. Dans ces conditions, les prêteurs et les emprunteurs sont sur un pied d'égalité, puisque les deux trouvent un intérêt réel dans un contrat de prêt. Soudain, un nombre incroyable d'innovations sensées deviennent alors réalisables, des innovations sensées qui échouent souvent en raison d'un refus de crédit dans le système actuel.

Pour des inventions particulières qui augmentent le bien-être d'une société, l'État peut même accorder lui-même des crédits à des entrepreneurs innovants en créant de l'argent pour cela. L'objection de l'inflation peut, ici encore, être balayée facilement, car nous trouvons aussi cette inflation dans le système actuel, puisque les banques créent de l' « argent » nouveau quand elles accordent des crédits. Cependant, à l'heure actuelle, la société ne reçoit aucune contrepartie pour ce genre d'inflation. Mais si l'État prend lui-même ce pouvoir en main, alors l'avantage décisif réside dans le fait que les gens n'ont plus à payer d'impôts pour que l'État (c'est-à-dire nous tous) puisse investir dans des projets servant l'intérêt collectif.

Dans le système actuel, l'État doit emprunter de l'argent dette fraîchement créé par les banques privées et payer toujours plus d'intérêts pour ces crédits, quand il veut investir, par exemple, dans la recherche, l'éducation et les infrastructures. On peut purement et simplement éviter ces frais supplémentaires. On peut considérer qu'une inflation minime et calculée (qui n'est pas plus élevée que celle d'aujourd'hui !) serait le prix à payer pour ce genre d'avancées. Elle serait « prélevée » à la place des impôts. Les propriétaires de l'argent porteront ce genre d'impôt de bon gré, puisque, contrairement à aujourd'hui, il ne servirait pas le transfert financier de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, mais l'augmentation du bien-être de chacun.

La monnaie fluide rendrait également possible des inventions qui nous déchargeraient massivement du travail et qui font encore peur à tout le monde dans le système actuel. Cela aussi sera évoqué plus en détails dans le chapitre sur le revenu de base inconditionnel, lequel n'est justement possible et même indispensable qu'en combinaison avec ce système monétaire.

Une banque centrale *publique* détenant le monopole de la création monétaire change les conditions cadres de façon tellement massive, qu'un grand nombre des économistes et des banquiers actuels ne comprennent pas nos conceptions. Cela fait déjà trop longtemps qu'ils pensent avec les barrières du système qui règne actuellement. La plupart des représentants du monde bancaire ne savent même pas qu'avec seulement 1000 euros d'économies épargnées par ses clients, leur institut dispose de la base nécessaire à 100 000 euros de crédit. Les intérêts sur l'argent dette ainsi créé reviennent ensuite aux danistacrates du capital et doivent être dégagés par le travail du débiteur. Avec une

monnaie fluide, en revanche, on économise ces intérêts, ce qui préserve tellement de moyens à la collectivité, que, parallèlement au financement d'un revenu de base inconditionnel, on peut même renoncer à tous les impôts.

Il existe encore d'autres objections et prétextes pour s'opposer à un argent sans intérêts, ils se réfutent néanmoins eux-mêmes si l'on essaie, avec un peu de bonne volonté, de trouver un peu d'imagination pour comprendre ce système monétaire basé sur les idées de Silvio Gesell[5].

Considérons par exemple la crainte que tous les acteurs du marché pourraient se réfugier dans l'or pour contourner la taxe de rétention. Qu'ils le fassent, car la valeur marchande de ce genre de valeurs-refuge n'a pas d'incidence sur le fonctionnement du système monétaire en tant que partie de l'infrastructure d'une économie nationale. Ce qui est décisif, c'est que la monnaie, en tant qu'institution juridique, reste malgré tout en circulation sous la forme de moyens de paiement légaux, qu'elle reste donc fluide.

Il est aussi facile de répondre à la question « Qui donc prêtera encore de l'argent à l'État s''il ne reçoit plus d'intérêts en contrepartie ? » : personne et c'est très bien comme ça. L'État ne contracte plus de dette, cette question ne se pose donc même pas.

Tout ce qui reste, c'est le risque que de grandes fortunes soient placées pour spéculer sur des terrains, ce qui pourrait faire flamber le prix de cette ressource limitée et qui est à la disposition de tous les êtres humains de la même façon.

Si l'on introduisait la monnaie fluide isolément dans les conditions cadres actuelles, alors ce risque existerait effectivement. À ce stade, il convient de rappeler que le nouvel ordre effectif comprend quatre composantes qui sont interdépendantes. Cette question est réglée par l'introduction simultanée d'un droit foncier social.

2.2 Le droit foncier social

Le renouvellement complet du droit foncier romain tel qu'il existe, que nous préconisons, est une thématique très épineuse, puisque certaines personnes vont immédiatement interpréter qu'on veut contester leur « propriété ». Il est important de réaliser qu'au vu du système actuel, il n'existe pas de terrain ou de sol sans dette, même si l'on refoule volontiers cet état de fait. Si, pendant un certain temps, on ne paie pas sa taxe foncière, on en arrive inéluctablement au point où l'on est exproprié de son terrain. Ce genre de taxe foncière est visiblement considéré comme un fait établi.

Le droit foncier social prévoit aussi une sorte de « taxe foncière ». Cette dernière ne doit toutefois pas être redistribuée vers le haut comme cela se passe aujourd'hui dans le système monétaire reposant sur les intérêts, elle doit plutôt revenir, comme un dédommagement, aux personnes qui n'exploitent pas de terrain.

Tout terrain a une valeur de rendement que l'on peut calculer. Mais si le terrain n'est pas utilisé, il n'a aucune valeur. Les acteurs du système financier actuel qui perçoivent chaque année, sous la forme d'intérêts, des flux financiers si élevés qu'ils arrivent à peine encore à dépenser cette masse

[5] 1862-1930, théoricien monétaire allemand, initiateur de la monnaie franche

d'argent, aiment bien placer ces afflux dans des valeurs réelles et s'achètent donc des terrains, même si ces derniers ne feront que de rester en jachère. Puis, ces personnes vont même volontiers se déclarer comme étant « exploitant agricole », par exemple, pour s'approprier des primes à la jachère, par le biais de l'organisme de représentation des lobbys qui se fait appeler *Commission Européenne*. Dans le cadre de notre solution globale intégrée, il sera aussi automatiquement mis fin à ces jeux perfides.

Dans le livre « *Der Währungs-Countdown* » (Andreas Popp), ces rapports sont examinés de façon précise et présentés en contexte, de façon compréhensible pour tous. Mais on y décrit aussi et surtout la solution en tenant compte du système actuel, car l'idée d'une taxe d'utilisation des sols comme compensation pour les autres habitants d'une région donnée provoque, sur le coup, la supposition d'un risque d'injustice. Comme beaucoup de soi-disant propriétaires ont déjà remboursé toute ou une partie de leur terre par leur travail ou leur héritage, ils ne seront pas vraiment prêts à payer désormais des taxes aux non-propriétaires qui n'ont aucun travail ou aucune base juridique à faire valoir à ce sujet. C'est pourquoi il est important que ces propriétaires restent exonérés des taxes d'utilisation jusqu'à ce que la valeur en capital du terrain soit théoriquement épuisée. Admettons que quelqu'un dispose d'un terrain « exempt de dette » d'une certaine valeur ; la somme correspondante est alors attribuée comme une sorte d'avoir qui se réduit lentement, puisqu'on en retire chaque année les taxes d'utilisation. Mais d'un autre côté, on touche déjà les taxes payées par d'autres utilisateurs de terrains qui n'étaient pas (ou pas encore) exempts de dettes.

Il nous importe qu'on n'entreprenne pas, sans scrupule, d'action injuste, comme celles qui ne sont toujours pas (!) résolues, si l'on considère par exemple les soi-disant expropriations entreprises, dans la zone soviétique, contre les propriétaires dans leur bon droit d'un point de vue juridique, entre 1946 et 1949. Il est également essentiel de ne pas confondre le droit foncier social avec un contrat de fermage qui expire au bout de 100 ans par exemple, et qui doit être renégocié, car tous veulent une sécurité de planification et c'est ce qu'ils auront.

Dès qu'on a compris les relations causales élémentaires d'un nouvel ordre du droit foncier dans le cadre d'un nouvel ordre effectif, on reconnaît que personne n'y perd rien. Cela vaut aussi bien pour les « riches » que pour les « pauvres ». En l'associant à une monnaie fluide, on arrête simplement la redistribution de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, ce qui implique une augmentation considérable de la qualité de vie de tous (!) les opérateurs économiques.

Toutefois, il faut admettre qu'il y aura alors certains grands groupes qui ne garderont plus leurs terrains mais qui les vendront puisqu'ils seront devenus inutilisables comme objets de spéculation. Mais nous trouvons qu'on peut vivre avec ce « prix à payer », d'autant plus que les personnes concernées ne sont généralement pas des êtres humains en chair et en os, mais des personnes juridiques, comme des sociétés d'actions ou d'autres corporations qui sont créées et qui ne naissent pas. Si l'on émet à cet encontre, l'objection que dans ce cas, le grand nombre de terrains jetés sur le marché pourrait faire baisser fortement les prix, il faut rétorquer qu'une baisse des prix de l'immobilier entraînerait surtout une baisse des loyers pour tous. Pendant des siècles et des siècles, les propriétaires terriens ont participé à la hausse des prix en percevant des revenus de spéculation sans contrepartie, c'est pourquoi on peut aussi attendre d'eux qu'ils contribuent à un certain recul des prix du marché pour une fois. Cela est une contribution explicable à la réduction de la redistribution de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, car des prix en baisse pour le facteur

foncier mènent aussi à une baisse des prix des biens et ainsi, à davantage de prospérité pour l'ensemble de la société.

Dans le livre *Der Währungs-Countdown*, on décrit, en l'occurrence, les procédés concrets de façon plus détaillée ; ils seraient gérés par deux institutions publiques, le bureau de la planification foncière et le bureau du cadastre. Dans le cadre, notamment de communes ou de villes d'une taille permettant de garder une bonne vue d'ensemble, ces mesures de restructuration peuvent être appliquées relativement sans problème, si les gens ont compris le concept dans son ensemble.

2.3 Le revenu de base inconditionnel

« *Est social, ce qui crée du travail* ». C'est ainsi ou à peu près ainsi que la propagande des partis essaie de nous reprendre avec ses affiches médiocres. Une telle déclaration sous-entend qu'on aurait atteint le comble du bonheur en ayant le droit de travailler toute la journée. La base de cette déclaration se trouve dans ce dogme qu'on nous a inculqué dès notre plus tendre enfance : « Qui veut gagner de l'argent doit travailler ! ». Il faudrait tout de même se demander un jour, pourquoi il y a des gens qui ont passé toute leur vie à trimer sans jamais faire fortune alors que d'autres personnes n'ont jamais travaillé et ont toujours pu vivre dans le luxe et l'opulence.

Le travail et le revenu sont liés, à tort, de façon indissociable, dans la représentation qu'on en diffuse. Il est bien connu que les héritiers de riches dynasties ont de bien meilleures chances de mener une vie insouciante que les enfants qui sont la énième génération à subvenir à ses besoins, uniquement en travaillant. Il ne s'agit là en aucun cas d'un réquisitoire à l'encontre des héritiers pour lesquels le système induit qu'ils passent leur vie sans travailler. Pourtant, à ce stade, il faut aussi examiner si le système lui-même est juste. C'est une chose légitime d'utiliser la richesse disponible. Le flux financier permanent de la population active vers les « riches sans emploi » qui a lieu aujourd'hui en raison du système et qui s'amplifie sans arrêt en est une toute autre. Si on pousse ce raisonnement au bout, cela mène à des « conditions dignes de São Paulo ». Là-bas, se sont développés, d'une part, les bidonvilles, alors que d'autre part, on a érigé des ghettos de riches coupés du monde par des services de sécurité. En réfléchissant à cette évolution systématique, même un « riche » en arrive à la conclusion que la qualité de vie est lacunaire, y compris pour lui.

Le succès vient du verbe succéder. La prospérité succède à des performances (mentales et physiques) et, à un moment donné, on en arrive au point où tous les besoins des êtres humains sont en grande partie satisfaits. Le « *problème* » de ce succès est néanmoins qu'alors, un grand nombre de travaux ne sont plus nécessaires. Et tandis que les fruits de ce travail ne reviennent qu'aux (séduisants) dirigeants de la danistacratie, ceux qui travaillent et réalisent des performances sont abandonnés une fois leur mission accomplie. Les Hommes et les machines génèrent du profit. Mais ce profit est distribué exclusivement aux détenteurs de capitaux qui l'investissent dans des progrès techniques, pour mettre ensuite les personnes qui ont rendu ce succès possible à la rue. Cette injustice est simple et compréhensible, même si elle bouleverse nos paradigmes.

En premier lieu, les humains ne veulent pas un travail, mais un revenu. C'est pourquoi, par peur du chômage, on a créé, entre-temps, énormément de « postes à revenu » qui n'ont aucun sens – bien au contraire. Dans le nouveau système, on peut simplement abolir les boulots destructeurs, puisqu'il

prévoit que les personnes concernées aient le droit de participer à la prospérité de la société, même si leur travail devient superflu. Pensons seulement à toutes les personnes de l'administration fiscale, du secteur de l'audit, du secteur financier etc… qui ne font en fait que de noircir du papier inutilement. Mais aussi par exemple à l'industrie pharmaceutique dont la seule préoccupation doit être (!) de garder les gens malades sur le long terme pour rendre le travail de cette branche irremplaçable. On pourrait allonger cette liste à l'envi.

Avec un peu d'imagination, il devient vite évident qu'alors, tout en travaillant bien moins, il est possible d'avoir plus de prospérité pour tous.

Le nouvel ordre effectif comprend un revenu de base inconditionnel qui n'est pas à envisager comme une *prestation sociale*. Il s'agit d'un *droit* collectif sur des valeurs qui ont été créées par les générations précédentes et auxquelles tout le monde doit avoir accès.

Le but des activités économiques devrait être la libération du travail.

Or, on émet évidemment l'objection qu'un revenu de base inconditionnel ne pourrait absolument pas être financé. Bien sûr qu'il ne pourrait pas être financé en euros, mais ce serait tout à fait possible dans un tout autre ordre monétaire ! Notre système monétaire actuel a pour tâche de financer un gigantesque transfert de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches, lequel se produit en permanence, au-delà de toute réflexion sur la politique fiscale. Il va de soi que, ce faisant, il ne reste aucune marge de manœuvre pour un revenu de base inconditionnel. Dans l'introduction, nous avons calculé qu'un ménage qui ne dispose pas d'une fortune notable doit payer 10 000 euros d'intérêts par an. Le fait de stopper ce mécanisme réduira déjà drastiquement la hauteur du revenu de base inconditionnel nécessaire, puisque tous les ménages commenceraient par être délestés de ces énormes paiements permanents. Le reste du financement résulte ensuite simplement des possibilités qu'ouvre la monnaie fluide.

Une autre objection consiste à dire qu'alors, plus personne ne voudrait travailler. Mais nous ne parlons pas d'un gros revenu inconditionnel ! Cela s'appelle revenu de base et sa hauteur est définie de telle façon que plus personne n'est obligé de travailler. Celui qui a démissionné intérieurement peut aussi le faire à l'extérieur. Surtout les mères, qui remplissent certainement la tâche la plus importante dans une société, peuvent alors, si elles le veulent, rester avec leurs enfants ; ceci étant, elles fournissent justement une prestation pour laquelle elles devraient, de notre point de vue, toucher un revenu supplémentaire. De toute façon, une mère a besoin de retrouver, dans notre société, la plus haute reconnaissance qu'il est possible d'attribuer. Mais revenons-en à l'objection que plus personne ne travaillerait s'il touchait un revenu de base. L'être humain est ambitieux par nature et il continuera à vouloir en obtenir plus, même s'il n'y est pas obligé. Des sondages confirment que la plupart des gens continuerait à travailler. La créativité des personnes aussi, augmentera grandement si les peurs existentielles actuelles disparaissent.

Il est aisé de répondre à la question « Et qui fera alors tout le travail difficile ? ». Et bien ces activités seront alors mieux rémunérées et obtiendront par la même occasion la reconnaissance qu'elles méritent. D'ailleurs, on ne peut absolument pas être d'accord avec le fait qu'une infirmière ou un ingénieur, par exemple, doivent gagner moins et recevoir moins de reconnaissance que quelqu'un qui est dans son palais d'argent à s'enrichir sur le dos de ses semblables par la tromperie et le mensonge.

Ce qui peut, dans les conditions cadres actuelles, apparaître comme étant idéaliste, est réellement applicable dans un nouvel ordre effectif. Il suffit de quitter les fausses routes usées et de ne pas se représenter les éléments d'un système global durable que nous avons cités, de façon isolée dans les conditions cadres actuelles. Cela demande une grande imagination de comprendre entièrement toutes ces relations de cause à effet.

En lien avec une monnaie fluide et un droit foncier social, on peut aussi décrire le revenu de base inconditionnel comme étant dénué de tension et durable. Ainsi, on peut aussi réaliser enfin le *droit humain à la propriété*, lequel prévoit que chaque être humain ait une part convenable au patrimoine généré par le peuple dans son ensemble.

2.4 La presse libre

A première vue, la création d'une presse indépendante n'a peut-être pas grand-chose à voir avec un système économique et financier durable. Elle en est pourtant un fondement essentiel. Si la souveraineté sur l'opinion est entre les mains de ceux qui disposent du plus grand capital, alors leur intérêt à avoir un afflux de capital sans avoir fourni de travail sera encore imposé grâce à cet instrument de pouvoir. Pour l'assurance d'un système monétaire sans intérêts, **une séparation des pouvoirs des médias et du capital** est encore bien plus importante que la séparation des trois pouvoirs étatiques.

Depuis des siècles, nous n'avons pas réussi à créer, dans notre société, quelque chose qui ressemble à une presse indépendante. Le pouvoir des médias et par conséquent la souveraineté sur l'opinion, sont concentrés entre les mains de quelques-uns qui disposent des milliards requis pour cela.

L'intérêt présumé du capital réside évidemment dans le fait d'imposer un système monétaire reposant sur les intérêts, lequel rend possible, pour un petit nombre de personnes, une vie sans travail, tout en touchant un revenu d'intérêts incommensurable. Le fait qu'alors, le fossé entre ceux qui travaillent et ceux qui sont riches se creuse toujours plus, que l'humanité continue d'être entraînée dans des guerres et que le délire de croissance qui fait partie intégrante de ce système aboutit à une exploitation débridée de notre planète, est assurément la conséquence inévitable de ce genre de velléités.

Ces abus énormes qui résultent du fait que l'appareil de pouvoir gigantesque que sont les médias de masse se trouve entre les mains du capital, remplissent sans conteste toutes les conditions pour l'application de l'article 14, paragraphe 2 de la Grundgesetz : « *La propriété oblige. Son usage doit contribuer en même temps au bien de la collectivité* ». Dans le paragraphe 3, il est établi qu'une expropriation est permise dès lors qu'elle est nécessaire au bien de la collectivité. Cela est soumis à la condition d'une indemnisation appropriée, laquelle doit être déterminée en faisant équitablement la part des intérêts de la collectivité et de ceux des parties intéressées.

Pour la création d'une presse libre, il est inévitable de mettre en application ces contraintes prévues par la Grundgesetz et d'intervenir, pour l'intérêt de la collectivité, dans le droit à la propriété sur les médias d'opinion. Cela ne peut se produire qu'en donnant accès à des médias alternatifs à la machinerie de l'opinion - de la même façon que Telekom doit mettre son réseau à la disposition

d'autres fournisseurs d'accès ou que les réseaux d'électricité et de chemins de fer ont aussi été ouverts à d'autres prestataires.

On peut appliquer ces mesures nécessaires par une sorte d' « égalisation de l'occupation des médias » qui oblige les médias d'opinion à ouvrir l'accès d'une certaine partie de leurs fréquences et surfaces d'impression aux médias alternatifs qui, sinon, échouent face à la barrière d'entrée du capital. De cette façon, on obtiendra, pour la première fois de l'histoire, que des opinions autres que celles des détenteurs de capital puissent aussi être diffusées dans la presse et via les grandes chaînes de télévision et les grandes stations de radio.

La mesure du pourcentage des ressources qui doit être mis à disposition est établie de telle façon qu'il résulte automatiquement du taux de diffusion du média en question. Un modèle de calcul transparent établi une fois pour toutes règle cela automatiquement en fonction de la portée du média concerné.

L'avantage particulier de cette règlementation automatique mathématiquement établie réside dans la transparence pour toutes les parties concernées. Cette façon de faire exclut aussi (contrairement à une instance de régulation centralisée) la partialité et l'abus de pouvoir.

Bien sûr, ceux qui sont obligés de mettre leur infrastructure à disposition pour cela doivent être indemnisés. L'indemnisation des propriétaires privés des médias de masse est couverte par des fonds publics qui sont mis à disposition par la banque centrale publique. L'introduction d'une presse libre va donc de pair avec les autres fondements du nouvel ordre effectif et n'est évidemment en mesure d'être financé qu'à cette condition. Tout comme pour les autres piliers du nouvel ordre effectif, la presse libre ne doit pas être envisagée isolément dans les conditions cadres qui règnent encore aujourd'hui.

Dans ces considérations, la radiodiffusion publique, dont la tâche devrait être, de toute façon, d'informer les gens de façon neutre, constitue évidemment une exception. A l'avenir, les carrières politiques se dérouleront de façon tout à fait différente d'aujourd'hui et le genre du politicien qui se trouve aujourd'hui sous l'influence du capital et des médias de masse privés devient un modèle dépassé. Ainsi, le contrôle des médias de masse va, par la force des choses, vers des mains bien plus objectives.

Un système global durable comme nouvel ordre effectif

La combinaison de ces quatre piliers crée un nouvel ordre effectif qui permet l'abolition de tous les impôts, un revenu de base inconditionnel et une réduction significative de notre temps de travail. Du point de vue actuel, ces objectifs peuvent paraître hors de portée, voire même idéalistes. Si on garde néanmoins à l'esprit qu'aujourd'hui, chaque ménage qui ne dispose pas d'un patrimoine considérable, doit verser en moyenne près de 10 000 euros de paiements de transfert par an au système reposant sur les intérêts, il devient vite évident, qu'un potentiel énorme peut être dégagé dès que ce flux de capital de ceux qui travaillent vers ceux qui sont riches est arrêté.

Il peut évidemment rester possible de continuer à prélever des impôts s'ils ont un sens pour « diriger » certains processus. D'ailleurs, en allemand, le terme pour désigner les impôts :

« Steuern », vient du verbe « diriger » (« steuern »). A l'origine, le but des impôts n'était pas de voler mais de servir à diriger en promouvant, par exemple, des comportements servant le bien de la société et de la nature, tout en taxant les conduites destructrices.

Que celui qui objecterait encore que l'abolition de tous les impôts mettrait un grand nombre de conseillers fiscaux et de fonctionnaires des finances au chômage revoie encore une fois les quatre piliers du système global durable en détail, notamment le revenu de base inconditionnel. Nous pourrons alors nous permettre de continuer à payer tous les conseillers fiscaux et fonctionnaires des finances, ainsi que toutes les autres personnes qui doivent travailler aujourd'hui pour l'administration insensée d'un système fiscal inutile, au moins autant qu'à l'heure actuelle. Même si nous mettons toutes ces personnes en congé payé perpétuel, la quantité de biens et de services produits par notre économie nationale ne se réduira pas. Au contraire, elle augmentera même, puisque la part productive de la population sera, elle aussi, déchargée par l'abolition des formalités inutiles et ne sera plus entravée dans ce qui est effectivement son travail.

Aujourd'hui, les personnes actives dans la production approvisionnent déjà la part improductive (et qui travaille pourtant durement !) de la société avec des biens et des services. Et généralement, ceux qui doivent brasser quotidiennement des formulaires qui n'ont aucun sens, ne retirent de toute façon aucun plaisir de leur travail inutile. Ils pourront alors – si vraiment ils ont besoin d'une occupation – s'essayer au travail productif dans leur temps libre et ainsi décharger les personnes déjà actives, lesquelles seront ravies si, dans les nouvelles conditions cadres, quelqu'un les déleste de leur travail.

Dans le nouvel ordre effectif, le chômage sera entièrement redéfini pour la première fois de l'histoire, à savoir, non pas comme une catastrophe, mais comme un acquis auquel nous aspirons tous. Moins de travail et plus de bien-être, la fin du délire de croissance et une vie en harmonie avec nos semblables et notre planète qui a ses limites : c'est là l'alternative réaliste pour l'ère suivant le capitalisme et qu'on peut aussi qualifier, dans un nouvel ordre effectif, d'ère de l'humanisme.

3. Le chemin menant à l'objectif visé

3.1 Les fondements

On trouve, dans la littérature et sur internet, une diversité quasi-inconcevable de systèmes économiques et financiers durables. Il y a aussi quotidiennement des gens qui viennent vers nous en souhaitant nous présenter encore plus d'idées innovantes. Pourtant, nous ne manquons pas de modèles durables pour l'avenir. Nous manquons de possibilités d'action concrètes permettant de mettre en pratique un modèle meilleur. Il y a assez de théories qui prennent la poussière dans les bibliothèques et nous ne considérons pas qu'il nous incombe d'ajouter une œuvre supplémentaire aux archives.

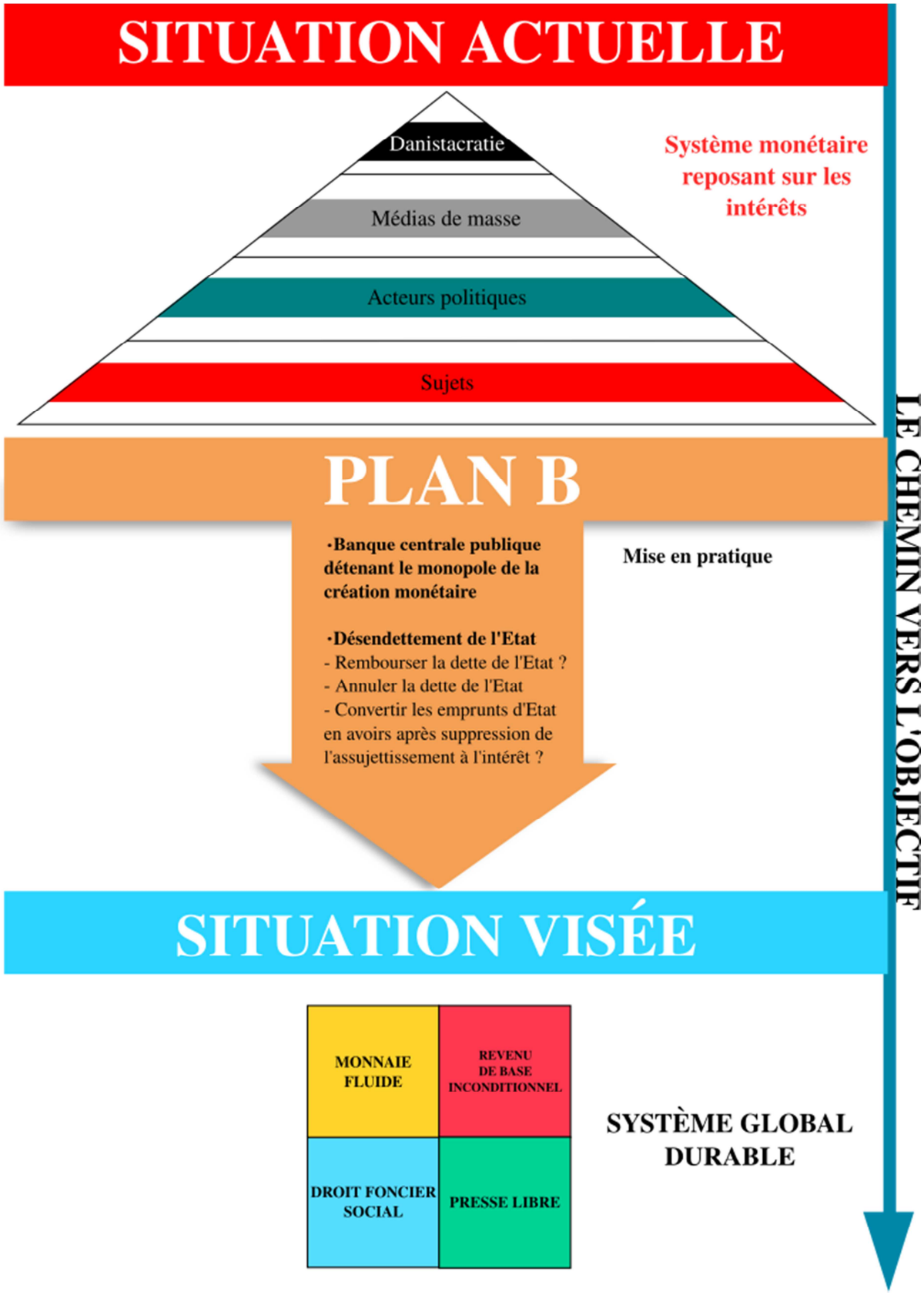
Il est désormais temps d'agir ! Il importe de trouver un chemin réaliste qui relie la situation actuelle à l'objectif souhaité. L'effondrement du système financier actuel est imminent et nous sommes face au grand risque qu'après, les mêmes structures du pouvoir redémarrent simplement la mise en place du

même système, ce qui ferait à nouveau progresser l'exploitation de l'être humain et de la Terre pendant encore des générations.

C'est pourquoi, pendant l'élaboration du Plan B, il nous tenait particulièrement à cœur d'intégrer l'aspect important de la mise en pratique. Ainsi, en plus du système global durable, le Plan B contient aussi et surtout les mesures concrètes, c'est-à-dire le chemin menant à l'objectif visé. Nous faisons donc le pas décisif en avant et commençons à le décrire. Ce faisant, nous ne nous adressons évidemment pas aux acteurs politiques et nous ne voulons pas non plus nous attirer leurs faveurs, même si, pour la forme, nous devons, dans un premier temps, en faire la tentative, afin de satisfaire aux stipulations de la Grundgesetz.

Les deux fondements les plus importants pour que le système global durable n'en reste pas au stade de la théorie, mais qu'il devienne un nouvel ordre *effectif*, sont l'établissement d'une banque centrale publique détenant le monopole exclusif de la création monétaire et la libération de ce que nous appelons la dette de l'État. Dans les deux cas, nous introduirons nous-mêmes les mesures nécessaires.

Dans le cadre de la monnaie fluide, le monopole de la création monétaire sera confié à cette banque centrale. La création monétaire par le crédit, opérée par des banques privées, ne sera alors plus possible et ainsi, la tâche des banques se réduira de nouveau à servir d'intermédiaire entre la demande de capital et l'offre de capital. L'endettement de l'État qui augmente toujours plus rapidement et qui résulte de la création de monnaie scripturale pratiquée aujourd'hui sera alors stoppé.



A la suite de cela, on procèdera aussi au désendettement de l'État qui se fait attendre depuis longtemps. Pour ce faire, il y a, en principe, trois possibilités.

La méthode que suggèrent les acteurs politiques, quoi qu'il arrive, est le remboursement de la dette nationale. On peine pourtant à s'imaginer par quel genre de représailles l'État pourrait ramasser 2000 milliards d'euros auprès des contribuables pour reverser ensuite cet argent à des banques et à des personnes fortunées dont les créances résultent en grande partie du système indécent des intérêts cumulés. Mais outre cela, cette méthode est exclue, ne serait-ce que parce qu'elle est mathématiquement et financièrement impossible. Comme la totalité de l'argent actuellement disponible dans le système a été créé sous forme de dettes, la tentative même de rembourser provoquerait une réduction brutale de la masse monétaire. L'économie s'effondrerait par manque de moyens d'échange, ce qui engendrerait de la souffrance inutile.

Le remboursement étant par conséquent exclu, se pose la question de l'annulation de la dette de l'État, ce qui signifie la faillite de l'État. La faillite d'État est loin d'être aussi dramatique qu'on nous le dit aujourd'hui, cela dépend uniquement comment on la prépare. Tous les états qui ont fait faillite (parfois même plusieurs fois) au cours de l'histoire se trouvent toujours sur la carte du monde. L'annulation de la dette nationale ne mène à la misère et à la détresse que si l'on s'y prend mal. Il y a surabondance de biens et de services. L'économie réelle n'est absolument pas touchée par une faillite d'État si l'on emploie la bonne méthode.

Le remboursement de la dette nationale est donc impossible et une annulation en utilisant la mauvaise méthode amènerait à mettre en danger inutilement l'ordre public et notre bien-être. Se pose donc évidemment la question de savoir quelle est la bonne méthode, celle qui tient compte des intérêts de toutes les personnes concernées, qui maintient le calme et l'ordre ainsi que le fonctionnement de l'économie réelle.

Cette méthode d'un désendettement de l'État soigneusement contrôlé consiste à convertir les emprunts d'État en moyens de paiement légaux tout en supprimant l'assujettissement à l'intérêt. Autrement dit : quelqu'un qui a actuellement investi ses économies dans les emprunts d'État ne repart pas les mains vides, contrairement à ce qui se passe en cas de faillite de l'État, mais reçoit, par cette conversion, un avoir de valeur équivalente. Ou pour le formuler encore autrement : l'argent correspondant à la valeur de l'emprunt d'État est ainsi créé.

A ce stade se déclenche évidemment sans attendre, chez les représentants du système qui ont été conditionnés pour cela, le réflexe de l'inflation. Alors même qu'il est mathématiquement inévitable que la continuité du système monétaire en place provoque une inflation bien plus importante. Actuellement, la masse monétaire et les dettes augmentent de façon exponentielle. C'est pourquoi elles doivent s'éloigner toujours plus de la prestation économique réelle qui ne peut en aucun cas croître de façon exponentielle sur le long terme. Une conversion des emprunts d'État en avoirs aurait certes pour conséquence une augmentation de la masse monétaire. Cela ne se produirait néanmoins qu'une seule fois pour toutes, alors que l'inflation présente dans le système financier qui règne actuellement doit théoriquement continuer indéfiniment.

L'effet inflationniste sera donc durablement plus restreint que si l'on maintient le système actuel. Il reste la question de l'effet à court terme sur les prix à la consommation. Concernant cela, il faut considérer le fait que les emprunts d'État ne vont pas subitement affluer sur le marché et impacter la demande juste parce qu'ils sont convertis en avoirs. Ce capital se compose d'économies qui ne sont pas prévues pour la consommation à court terme mais pour la prévoyance.

Il reste à évoquer le fait que ce n'est pas la totalité de la dette nationale qui est ainsi convertie en avoirs, mais uniquement la part à laquelle correspondent effectivement des économies. Les dettes de l'État qui résultent uniquement de la création d'argent scriptural par les banques commerciales n'ont de toute façon jamais été vouées à être remboursées. Elles n'ont jamais servi qu'à extorquer aux contribuables, l'argent des intérêts. Cette partie de la dette de l'État qui n'a aucun fondement réel peut être annulée sans compensation, sans que cela ait un effet sur les personnes et sur l'économie réelle.

Cette méthode de désendettement vient de Gottfried Feder (1883 – 1941) qui la revendiquait déjà dans son « Manifeste pour la rupture de l'asservissement aux intérêts » de 1919. Malheureusement, Feder joua aussi un rôle, à l'époque, dans la montée du NSDAP[6] et c'est pour cette raison qu'aujourd'hui, beaucoup de gens établissent un lien erroné entre la rupture de l'asservissement aux intérêts et le régime nazi mis en place en 1933, lequel a pourtant combattu, par la suite, la critique des intérêts de Feder, tout comme l'ont fait et le font toujours aujourd'hui, les démocraties capitalistes.

L'introduction d'une banque centrale publique détenant le monopole de la création monétaire et le désendettement de l'État sont les prérequis centraux pour le passage au nouvel ordre effectif. Nous en venons à présent aux mesures concrètes qui nous permettent de créer ces fondements et de mettre en place les quatre composantes du système global durable.

3.2 La mise en pratique

Nous ne demandons rien à un quelconque acteur politique. Il serait insensé de s'adresser, par exemple, à l'acteur jouant le rôle d'un médecin dans une série télévisée, pour lui demander d'effectuer une vraie transplantation cardiaque, même s'il était possible que cet acteur accepte, en plus. Celui qui confond un acteur avec le rôle qu'il interprète, celui-là s'adressera probablement aussi à Angela Merkel en l'appelant Mme la chancelière et attendra qu'elle sauve la situation. Elle en est incapable et cela ne fait d'ailleurs pas partie de sa mission. Elle manque, pour cela – comme tout autre acteur politique aussi – de compétence à tout point de vue, c'est-à-dire de compétence professionnelle et de compétence décisionnelle.

Nous ne prions aucune des marionnettes actuelles de la danistacratie de faire quoi que ce soit mais le faisons nous-mêmes. Pourtant, afin de respecter les stipulations de la Grundgesetz, nous commencerons par mettre les acteurs politiques face à une décision qui montrera si nos analyses sont justes. Il se pourrait peut-être que nous nous trompions. Peut-être que nous n'avons absolument pas de danistacratie mais une « démocratie » qui fonctionne à merveille et que les parlementaires n'attendent que d'avoir un concept comme le nôtre à faire passer tout aussi vite qu'on le fait actuellement avec les fonds de sauvetage « sans alternative » aux frais des gens qui travaillent.

D'après la Grundgezetz, article 20, paragraphe 2, le pouvoir étatique doit émaner du peuple. Face à cela, nous avons aujourd'hui un système financier dont la quasi-totalité du peuple ne profite absolument pas. Si l'on force le peuple à payer des plans de sauvetage « sans alternative », alors, il se

[6] Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei : Parti national-socialiste des travailleurs allemands

trouve que le pouvoir étatique n'émane pas du peuple. Les stipulations de la Grundgesetz sont déjà enfreintes en faisant cela.

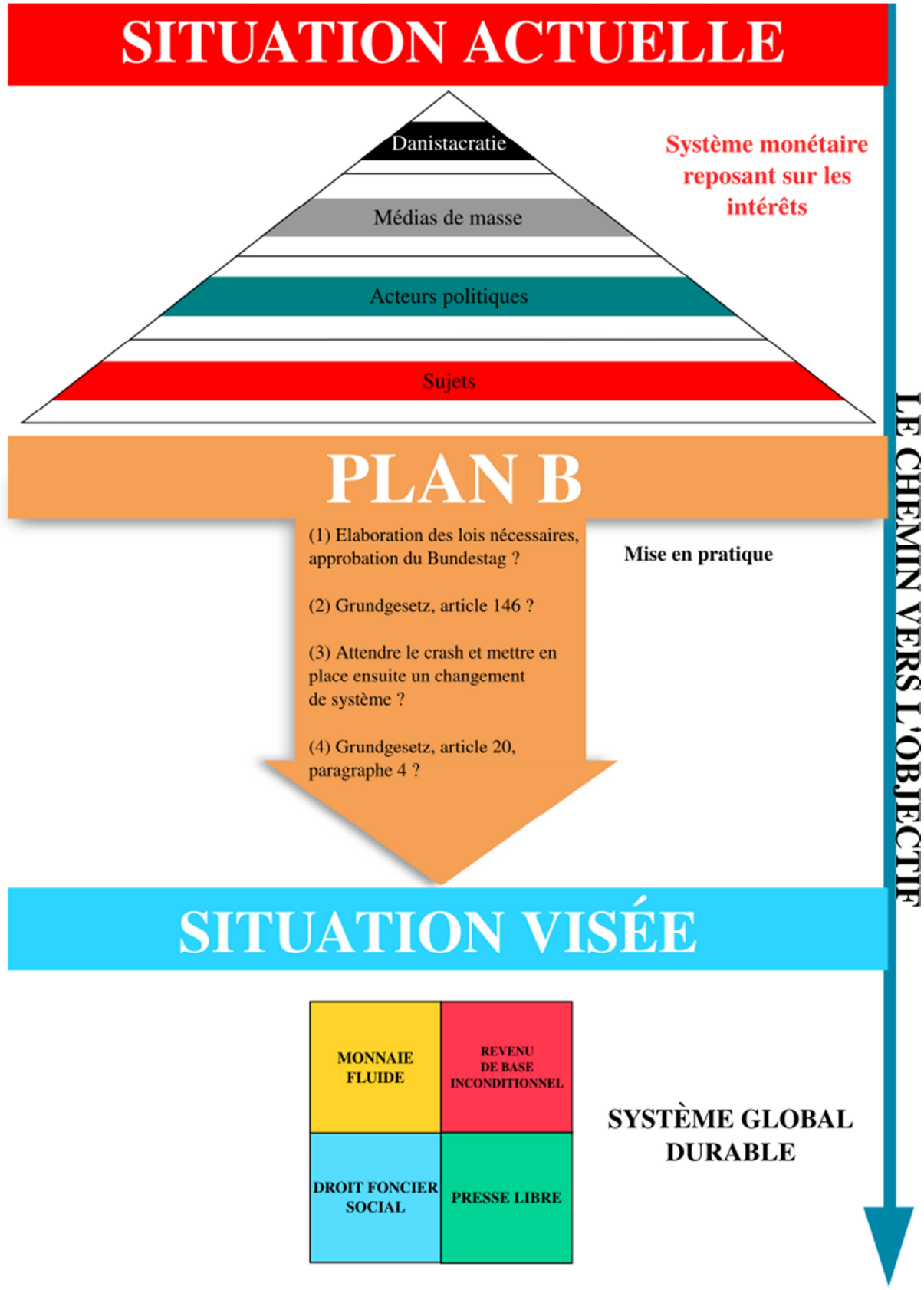
Se pose à présent la question de savoir ce qui pourrait bien se passer si on déposait au Bundestag, sous forme de projet de loi, un nouveau système financier dont il serait avéré qu'il sert le peuple. Cette démarche aurait certes une issue prévisible, mais les étapes suivantes nécessitent qu'on en ait fait la tentative.

Nous sommes donc actuellement en train de transformer les fondements et les mesures permettant d'établir un nouvel ordre effectif en projets de lois, afin de les faire passer au Bundestag, de la même façon que le font sans arrêt les lobbyistes du système financier actuellement. Notre institut ne manque évidemment pas des contacts avec des députés nécessaires pour cela. Nous allons donc nous glisser dans le rôle de lobbyistes. La différence avec les lobbyistes habituels du système financier réside bien sûr dans le fait que nous pouvons nous qualifier, avec raison, de *lobby du peuple*, car si le nouvel ordre effectif entre en vigueur, tout le monde en profitera.

« Le peuple en tant que lobbyiste ? » Jusqu'ici, il n'y a jamais rien eu de tel dans l'histoire de la RFA. Nous souhaitons néanmoins freiner immédiatement les espoirs. Nous considérons nous-mêmes l'idée que le Parlement pourrait se rallier au peuple comme étant illusoire. Nous ne croyons pas les gens qui jouent à gouverner actuellement capables d'une telle prise de pouvoir. Nous ne nous attendons donc évidemment pas sérieusement à ce qu'on fasse passer nos projets de lois tout aussi vite et sans les avoir examinés davantage que les mesures de dépossession déposées contre le peuple allemand par le pouvoir financier. Dans le cas contraire, et bien nous nous serons heureusement trompés sur ce sujet. Cela ne nous gênera pas plus que cela, bien au contraire, l'objectif serait atteint plus vite que nous ne le pensions et nous nous épargnerions les autres étapes.

Après l'échec de cette tentative bien intentionnée, les fronts se durciront bien sûr un peu, de même que les mesures. Conformément à la Grundgesetz, article 146, il s'applique que : *« La présente Loi fondamentale […] devient caduque le jour de l'entrée en vigueur d'une constitution adoptée par le peuple allemand en pleine liberté de décision. »* Les conditions légales pour l'application d'une telle décision ne sont certes pas encore réunies, mais nous y travaillons également de la façon décrite plus haut, tout comme au projet de Constitution qui sera alors nécessaire.

Si ces tentatives échouent aussi, et au vu de l'inexistence d'une séparation des pouvoirs entre le capital, les médias et la politique, nous devons malheureusement partir de ce principe, alors, il ne restera en soi que la possibilité d'assister à la dislocation du système sans rien faire. Le système des intérêts cumulés pousserait son effet dévastateur à l'extrême. Des versements d'intérêts augmentant de façon exponentielle peuvent théoriquement encore être prélevés par la force, jusqu'à ce qu'ils dépassent le produit intérieur brut qui augmente de façon linéaire, ce qui est mathématiquement inévitable en raison de la fonction des intérêts cumulés. Mais cela serait alors le tout dernier moment pour la fin préprogrammée de ce système.



Avant d'atteindre cette extrémité, il faudra toutefois qu'un appareil de pouvoir de plus en plus puissant, constitué de banquiers, de grands groupes industriels, de médias et de politiciens, et des

« serviteurs de l'État » qui les servent, appliquent des mesures d'oppression toujours plus fortes contre le peuple. Le Traité de Lisbonne laisse déjà craindre le pire. Nous appelons cette période la phase de fascisme. Elle va de pair avec la suppression de l'ordre constitutionnel, laquelle avancera (encore plus que jusqu'ici). Au vu de cette évolution inévitable, la Verfassungsschutz[7] et tous les autres « serviteurs de l'État » sont invités à servir le véritable État, c'est-à-dire toutes les personnes et non plus ce système financier raté et ses organes. Ils ont le devoir d'empêcher la suppression de l'ordre constitutionnel actuellement mise en place depuis Bruxelles, Berlin et Karlsruhe.

Nous n'espérons pas qu'il faille encore en passer par la phase de fascisme. Mais au vu de la situation décrite, c'est malheureusement ce que nous pronostiquons. C'est pourquoi nous avons aussi déjà élaboré les mesures nécessaires pour cette phase.

Conformément à la Grundgesetz, article 20, paragraphe 4, il s'applique que : *« Tous les Allemands ont le droit de résister à quiconque entreprendrait de renverser cet ordre, s'il n'y a pas d'autre remède possible. »*

Nous avons à présent décrit cet « autre remède » prescrit ici. Nous avons déjà commencé à le mettre en pratique. Si ces mesures échouent, alors il ne reste en principe que la question de savoir si la révolution de toutes les personnes contre le système qui les opprime se déroulera de façon violente ou pacifique.

La Wissensmanufaktur se place clairement du côté de la variante pacifique. La méthode de résistance doit toutefois être mûrement réfléchie et tenir compte du fait que les majorités sont illusoires en raison du manque de soutien de la part des médias. Nous avons donc besoin d'un chemin pour lequel la participation de 5 à 10% des gens suffit. Ceci est un potentiel réaliste qui peut être atteint malgré les circonstances données. S'il y avait une presse libre, on pourrait également créer un parti et tenter un changement sensé par les élections, mais ce chemin est malheureusement barré.

A ce stade se pose évidemment la question de ce que chacun peut déjà faire concrètement aujourd'hui. Ce sujet est développé davantage sur www.wissensmanufaktur.net/steuerboykott (Rico Albrecht). On y traite des méthodes de résistance active et passive sans détour et de façon compréhensible pour tous.

La perspective

Une fonction exponentielle peut aussi avoir des effets positifs, à savoir s'il y a toujours plus de gens qui comprennent les relations de cause à effet évoquées ici et qui interviennent pour créer un changement. Pour l'instant, il y a peu de gens qui commencent à se réveiller, mais leur nombre grandit et ce processus ne va que dans une seule direction. Si maintenant, dans cette phase importante, nous ne nous divisons pas (ou ne nous laissons pas diviser) et si nous ne nous perdons pas dans les détails de certains modèles, alors nous aurons de bonnes chances qu'à cette croisée des chemins historique, le système actuel ne soit pas remis en place. Cela dépend de nous, les danistacrates. Rapprochons-nous donc les uns des autres et travaillons ensemble à STOPPER ce délire ! Il ne tient qu'à nous de poser les jalons pour un nouvel ordre effectif, face au crash imminent.

[7] Equivalent allemand de la Direction de la Sécurité du Territoire

Nos descendants nous en seront reconnaissants.

Andreas Popp et **Rico Albrecht**, novembre 2011

Ce texte est disponible sous forme d'audio-livre en allemand : www.wissensmanufaktur.net/plan-b